



PORTRAIT

Le « boy-scout » qui veut ubériser la gauche

A 29 ans, Samuel Grzybowski ambitionne d'unir la gauche grâce à la primaire populaire. La dernière croisade d'un militant controversé.

PAR ÉTIENNE GIRARD

Oups! Samuel Grzybowski a complètement oublié son rendez-vous sur Twitch. Ses amis de la primaire populaire l'attendent pour une allocution sur le réseau social prisé par les jeunes, mais il est encore au café en face du local. « Commencez sans moi, j'arrive », prévient le militant au téléphone. Ce dimanche 23 janvier, il devrait célébrer les 467 000 inscrits à l'initiative qu'il a imaginée avec la militante écologiste Mathilde Imer, censée désigner le candidat unique de la gauche à la présidentielle. On le découvre un chouïa tourmenté. « J'ai vomi toute la nuit », au début de la semaine, nous fait savoir l'activiste de 29 ans, qui dit recevoir plus de mille messages d'insulte chaque jour.

Une polémique est née autour de ses propos, tenus dans une vidéo diffusée à ses adhérents, le 2 novembre. Après avoir bu une bière, le porte-parole a détaillé sa stratégie pour obliger les leaders de la gauche au rassemblement : « Nous, notre but, avec le pôle politique, c'est d'essayer d'empêcher que les membres du bloc des justices – Anne Hidalgo, Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Arnaud Montebourg et Yannick Jadot – puissent avoir les 500 signatures [NDLR : s'ils refusent la primaire populaire] (...) Le dernier levier, c'est leur image dans les sondages. Si on les critique de plus en plus sur les réseaux

sociaux, sur Twitter, dans les médias, on peut faire baisser leur cote de popularité. » Depuis, les Insoumis et les écologistes l'accusent de sabotage et de rouler pour Christiane Taubira. Samuel Grzybowski assure l'avoir rencontré seulement trois fois, dont les deux dernières, le 25 septembre, chez le résistant Claude Alphanéry, puis le 28 novembre chez sa mère. Sur le fond, le porte-parole assume cette logique de pression. L'association a d'ailleurs failli s'appeler la « pression populaire ». Tout

**« On prend conscience
des injustices.
L'intersectionnalité,
c'est génial »**

juste consent-il à un mea-culpa sur les mots employés : « Bien sûr qu'il y a une erreur sur la forme. J'aurais dû dire "suspendre provisoirement les parrainages jusqu'au rassemblement" et pas empêcher. »

Le scandale ne semble pas avoir rebuté les sympathisants. Au 21 janvier, le montant des dons a dépassé les 919 000 euros. « Cette semaine, à un moment, on a eu 4 000 nouveaux petits donateurs et 75 000 inscrits en douze heures. C'est fou », jubile Samuel Grzybowski. Qui prévient,



Les fondateurs de cette initiative populaire

au sujet du mouvement citoyen en train d'éclorre, au-delà de la primaire populaire : « On est là pour dix ans. » A l'inverse de ce qu'indiquait le premier nom de l'association, « 2022 ou jamais ». Une façon de répondre, aussi, au député Aurélien Taché, qui l'apprécie et lui a récemment conseillé d'assumer son engagement en politique. La déclaration devrait irriter tous ceux qui se désespèrent de l'émergence de cet activiste en phase avec sa génération politique. « J'aurais aimé écrire un livre qui se serait appelé "Génération éveillée". On prend conscience des exclusions, des injustices. L'intersectionnalité, c'est génial », soutient-il. Voilà plus de dix ans qu'il démarche les ministères, qu'il plaide dans les salles polyvalentes, qu'il s'indigne avec la ferveur d'un moine-soldat devant le pape, le directeur de la DGSJ ou la conseillère justice d'Emmanuel Macron. On le découvre en Machiavel de l'union des gauches, il a été auparavant activiste du climat et dirigeant associatif. « Militer, c'est ce que Samuel aime faire. Il va partout où il peut défendre ses idées », confirme Victor Grezes, son meilleur ami, rencontré à la Sorbonne.

En 2009, à 16 ans, il fonde Coexister, qui célèbre le dialogue interreligieux. « Je voulais créer la Croix-Rouge des religions »,



entendent bien faire perdurer leur mobilisation après l'élection présidentielle.

déroule ce catholique pratiquant. Des adversaires, l'activiste en rencontre immédiatement, eu égard à l'orientation de son association, qui entend promouvoir la paix en redonnant de la place aux religions. Il défend un œcuménisme, à rebours d'un « universalisme ethno-centré » et du « laïcisme » – il affectionne ces deux expressions pour désigner la laïcité à la française. Il défend l'idée d'un « racisme systémique » qui toucherait les musulmans : « Certains de ceux qui m'ont attaqué disent que le combat prioritaire, c'est la lutte contre l'islamisme. Je ne suis pas d'accord. C'est la lutte contre les discriminations. » S'il ne demande pas l'abrogation des lois de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école et de 2010 sur l'interdiction de couvrir son visage dans l'espace public, il reconnaît s'être « interrogé » sur ces textes.

Le préfet Gilles Clavreul se souvient de son aplomb lorsqu'il l'avait reçu dans son bureau de délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, en 2015. « Pourquoi refusez-vous le terme islamophobie ? », avait-il demandé « au bout de cinq minutes », raconte le haut fonctionnaire, par ailleurs animateur du Printemps républicain, qui lui avait trouvé « un côté boy-scout, habité ». Jean-Pierre

Mignard, un pilier des réseaux « cathos de gauche », le décrit comme « très volontariste, très enflammé ». Son association Coexister est surtout critiquée pour ses liens avec des courants intégristes de l'islam, ces financements d'un think tank de l'Arabie saoudite ou ces interventions que Samuel multiplie auprès d'organisations parfois proches des Frères musulmans.

En novembre 2015, après les attentats, il initie la tribune « Nous sommes unis », en compagnie du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dissous en 2020 pour son « action de propagande islamiste », et différents militants de la mouvance. Caroline Fourest le met en cause dans *Le Monde*. Un procès injuste, selon l'activiste, tant la décision fut collégiale parmi les signataires : « On a eu une réunion au siège de Coexister. Il y avait Jean-Louis Bianco, le président de l'Observatoire de la laïcité, Christine Lazerges, la présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, la CFDT. Je savais que certaines signatures allaient foutre la merde. Je demande : "On fait quoi ?" Tout le monde s'est exprimé pour les garder, au nom de l'union nationale. »

A cette époque, Samuel Grzybowski apprécie les responsables du CCIF, qu'il

qualifie sur Twitter, le 8 janvier 2016, de « courageux militants de la famille anti-raciste ». « Il a pu faire preuve de naïveté », juge Jean-Pierre Mignard, non sans euphémisme. L'intéressé n'en disconvient pas, met en avant son jeune âge, mais plaide aussi pour un dialogue très large : « Il faut distinguer les dirigeants du CCIF et leurs centaines d'adhérents sur le terrain. Ou alors on considère que ce sont tous des militants islamistes ? Moi, je pense qu'il faut leur parler. Tout comme il faut faire la différence entre les musulmans identitaires et les musulmans conservateurs. On fait bien cette différence, depuis longtemps, entre les catholiques identitaires et les catholiques conservateurs. »

A l'été 2016, il cède à une dépression, épuisé par la virulence des échanges en ligne, et démissionne de son poste. A l'occasion, il replonge dans le chaudron du débat, comme en novembre 2020, lorsqu'il invite Amine El Khatmi, le président du Printemps républicain, à manger un plat de pâtes pour le convaincre que Coexister n'a rien à voir avec les frères musulmans.

Encore aujourd'hui, Convivencia, la société qu'il a fondée en 2016, spécialisée dans le fait religieux en entreprise, reverse ses bénéfices à Coexister. « Mon salaire était de 2500 euros net », précise le militant, étonné par l'image de bourgeois ou de startuper qui lui colle à la peau, lui, le supporter du PSG qui a été abonné pendant quatre ans à la tribune Auteuil du Parc des princes. A la primaire populaire, il est payé 2100 euros net. Sa théorie ? Il souffrirait du syndrome du « catho de gauche », considéré comme un traître à la fois par les militants et par les religieux : « J'ai l'impression d'être métisse. Je ne suis chez moi nulle part. » Samuel Grzybowski n'ignore pas les turpitudes du monde religieux, duquel il revendique s'être éloigné : il a témoigné au procès de l'archevêque Luigi Ventura, représentant du Vatican en France jusqu'en 2019, qui lui a touché les fesses. « Je ne me considérais pas comme une victime, mais il fallait que la parole se libère », nous dit-il. Histoire de brouiller encore les préjugés, le voilà qui ne conteste pas quand on lui fait part des indiscretions qui nous ont été communiquées sur son vote de 2017 : il a mis un bulletin Mélenchon dans l'urne au premier tour. Cela fera un argument en moins pour les Insoumis. A croire que le métier commence à rentrer. ✱